

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-054

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

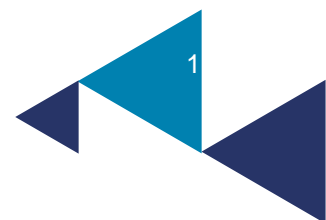
La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche Enseignement privé indépendant a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche Enseignement privé indépendant, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de l'enseignement privé indépendant dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche Enseignement privé indépendant

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de l'enseignement privé indépendant pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 73, 285, 2101, 2691

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP35112	DIPLÔME EDC PARIS BUSINESS SCHOOL - GRADE DE MASTER	10220	9000	8400	10100	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP35349	DIPVIGRM - DIPLÔME DU PROGRAMME GRANDE ECOLE (MASTER IN MANAGEMENT)	10910	8750	7700	10471	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP31499	MASTER - SOCIOLOGIE (FICHE NATIONALE)	8000	6600	6302	7600	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP34125	MASTER - RÉSEAUX ET TÉLÉCOMMUNICATION (FICHE NATIONALE)	9750	8500	8013	9025	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP34437	MASTER - LETTRES ET HUMANITÉS (FICHE NATIONALE)	8500	7300	6400	7619	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé	RNCP34847	MASTER - INNOVATION, ENTREPRISE ET SOCIÉTÉ (FICHE NATIONALE)	9330	8700	7550	9061	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
indépendant							
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP16575	COORDINATEUR DE L'INTERVENTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	8000	6760	5635	7875	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP23692	INGÉNIEUR D'AFFAIRES	9670	8634	7800	9513	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP26280	CHEF DE PROJET INTERNATIONAL EN INFORMATIQUE ET RESEAUX (GROUPE ESAIP)	9650	8171	7400	8950	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP26827	MANAGER EN DEVELOPPEMENT DURABLE (KLM - ISEAM)	11090	8900	8533	10700	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP28714	EXPERT EN AUDIT INTERNE ET CONTROLE DE GESTION (MS TBS)	8180	8550	8194	9303	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP32198	RESPONSABLE MARKETING DIGITAL STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNEL	9630	8550	7378	9166	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP34391	INGENIEUR D'AFFAIRES	9670	8700	7650	9524	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP34516	MANAGER DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	9130	8300	7806	9025	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP34538	MANAGER DE LA STRATÉGIE DIGITALE MARKETING ET COMMERCIALE	9630	8800	7650	9600	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP34710	GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES	8810	7818	7110	8400	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP34971	FORMATEUR	10430	8300	7900	9200	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP316	AGENT D'ENTRETIEN DU BÂTIMENT	9000	7160	6244	8724	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés